



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Le-genocide-permanent>

Le génocide permanent

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 831 - février 1985 -

Date de mise en ligne : lundi 2 mars 2009

Date de parution : février 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Deux lecteurs nous ont adressé des papiers semblables qui témoignent de leur révolte face à l'injustice explosive du système du marché. Le premier, qui émane d'un distributiste de la première heure, a été envoyé en même temps à nos amis de l' « Union Pacifiste », dans le but de leur montrer que la paix dans le monde passe, de toute évidence, par une économie plus juste...

Chaque semaine l'actualité nous place face au problème de la faim dans le monde. Que ce soit en Ethiopie, au Sahel, au Tchad, au Mozambique, au Niger, au Bangladesh, dans le nord-est brésilien, ou ailleurs, des centaines de milliers d'êtres humains journalièrement souffrent de la malnutrition, ou meurent. En Ethiopie actuellement 900.000 personnes sont ainsi menacées de disparition à brève échéance.

Les causes de cette situation sont connues : la sécheresse, le déboisement, l'érosion des sols, la désertification, les guerres, la surpopulation, des habitudes ancestrales, la diminution des cultures vivrières, et parfois les détournements des secours.

Face à cette situation alarmante, les pays développés, par l'intermédiaire de la F.A.O., de la Communauté européenne, et d'organisations humanitaires, envoient des aides alimentaires et médicales. Quelques fois celles-ci se heurtent au problème de l'acheminement vers les zones sinistrées en raison de la vétusté des véhicules ou de l'absence de moyens de transport, la pénurie ou le mauvais état des routes. Quoi qu'il en soit ces aides restent cependant insuffisantes devant l'ampleur du problème.

Dans le même temps, l'occident et les pays industrialisés éprouvent de grandes difficultés à résoudre celui des excédents alimentaires. On réduit ou on limite la production. Et cette contradiction ne semble pas préoccuper les divers gouvernements. On s'incline devant la fatalité.

De même, bien qu'on continue à s'apitoyer sur le sort des populations menacées de disparition, les budgets militaires restent aussi importants, et les ventes d'armes, en particulier aux pays pauvres se portent bien. La France, même sous un gouvernement socialiste, reste le 3e exportateur dans ce domaine, pour maintenir des emplois... et équilibrer sa balance des paiements.

Que ce soit à l'est ou à l'ouest des centaines de milliards sont ainsi engloutis chaque année pour prévenir un éventuel holocauste, au détriment des industries de paix, de l'amélioration des conditions de vie des populations, et de l'aide aux pays en voie de développement.

Ici encore cette contradiction ne semble pas étonner les différents gouvernements. En ne s'engageant pas dans une politique de désarmement progressif - une réduction annuelle de 5 % pourrait par exemple être décidée - les dirigeants quels qu'ils soient, même ceux qui veulent construire des lendemains qui chantent, se satisfont de l'insuffisance des aides apportées aux pays affamés, et admettent donc ce génocide permanent que représente la mort de milliers d'êtres humains, face à l'orgueil des pays riches.

Comment ne peut-on pas être révoltés par ce crime contre l'humanité que constitue cette non-assistance à des peuples en danger, conséquence de l'insuffisance de l'aide internationale ? La vue de la détérioration de ces groupes d'hommes, de femmes et d'enfants amaigris, la peau collée sur les os, aux yeux enfoncés dans les orbites, le regard désespéré ou vide, dans un complet état de prostration, nous rappelle l'univers concentrationnaire découvert par les troupes alliées dans les camps d'internement où le régime nazi parquait les patriotes ou prisonniers politiques. Les causes ne sont pas identiques, certes, mais les résultats sont les mêmes.

Certains économistes distingués me répondront qu'il faudrait davantage de crédits. Malheureusement lorsqu'une guerre éclate cet argument disparaît. On n'a jamais vu une guerre cesser faute de crédits. Les dirigeants trouvent toujours les moyens de fabriquer des armements, dont certains sont d'ailleurs distribués gratuitement aux ennemis d'en face (obus, bombes, etc.). Est-il impossible, par exemple, d'utiliser en temps de paix les moyens de transport militaires pour acheminer les aides alimentaires

Le génocide permanent

et médicales aux populations affamées ? C'est en réglant ce problème humanitaire urgent que les dirigeants prouveront leur volonté de mettre leurs actes en accord avec leurs discours.